



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°15 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le premier budget du gouvernement intérimaire sera annoncé le 2 juin ;
- ❖ **Bhoutan** : Le centre de minage de bitcoin de 500 MW de Bitdeer sera pleinement opérationnel en 2026 ;
- ❖ **Inde** : En février, l'Inde a enregistré sa plus faible croissance industrielle en six mois ;
- ❖ **Népal** : La Banque mondiale estime que les dommages engendrés par les inondations de septembre 2024 s'élèvent à 0,8% du PIB ;
- ❖ **Pakistan** : Fitch Ratings relève la note de crédit souveraine du Pakistan à « B- » avec des perspectives stables ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le FMI conclut sa mission dans le cadre de la quatrième revue du programme en cours.

À RETENIR

3,3%

Indice des Prix à la Consommation
indien en mars, le plus bas enregistré
depuis six ans

Bangladesh

Le premier budget du gouvernement intérimaire sera annoncé le 2 juin

Le premier budget du gouvernement intérimaire est en cours de préparation. Il devrait être présenté par le conseiller en charge des finances à la télévision le 2 juin, en l'absence de Parlement et constituera le premier budget depuis l'indépendance qui affichera des dépenses plus faibles que lors de l'exercice précédent. Ce budget sera alors promulgué par ordonnance présidentielle.

Le budget devrait être légèrement revu à la baisse par rapport à l'année fiscale en cours, avec 7900 Mds Tk (65 Mds USD) contre 7970 Md Tk en 2024-25. Ainsi, d'après les derniers éléments dans la presse, le budget consacré aux projets de développement (ADP) atteindra 2300 Mds Tk, soit 19 Mds USD (contre 2650 Tk actuellement), alors que les recettes fiscales ne devraient pas progresser autant que nécessaire et que les prêts des bailleurs pourraient reculer légèrement. La cible des recettes est ainsi fixée à 5180 Tk (43 Mds USD), contre 4800 Tk (40 Mds USD) lors de l'exercice actuel, mais à l'instar de ce dernier, il est peu probable que cet objectif soit atteint. Pour mémoire, la cible de recettes a été réduite de 500 Mds Tk pour l'exercice en cours, soit de plus de 10 %, en raison du manque à gagner sur la collecte. Le ministère des Finances estime la croissance du PIB à 5,5 % et l'inflation à 6,5 % dans le prochain budget, hypothèses relativement conservatrices par rapport à celui de l'exercice en cours, pour lequel la croissance et l'inflation avaient été estimées initialement à respectivement 6,5 % et 6,0 % avant d'être portées à 5,25 % et 8,0 %. Le déficit budgétaire sur la base de ces estimations est prévu à 2260 Mds Tk (19 Mds USD), soit quelque 4,3 % du PIB.

Le gouvernement confirme que le Bangladesh ne demandera pas le report de la date de sortie de la catégorie des Pays les Moins Avancés

A l'issue d'une réunion présidée par le conseiller en chef, le gouvernement confirme que le Bangladesh ne demandera pas le report de la date de sortie de la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA). Fin 2024, le conseiller en charge des finances avait évoqué à plusieurs reprises la possibilité d'une demande de report de cette sortie.

Il a par ailleurs été décidé de former une nouvelle structure chargée des enjeux commerciaux, inspirée d'organisations telles que la JETRO ou l'USTR, pour superviser et gérer certains aspects de la sortie de la catégorie de PMA, prévue pour novembre 2026, tels que les négociations commerciales. Le Bangladesh a entamé plusieurs négociations d'accord de libre-échange (Malaisie, Japon, Chine notamment), mais aucune n'a abouti à ce stade. Un nouvel assistant spécial ayant rang de Secrétaire d'Etat, M. Anisuzzaman Chowdhury avait été récemment nommé pour suivre les enjeux liés à la sortie.

La dette externe publique et privée atteint 104 Mds USD fin 2024

En 2024, la dette extérieure du pays a augmenté de 3,4 Mds USD, atteignant un total de 103,6 Mds USD. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la dette publique externe, de 5 Mds USD en un an, laquelle atteint désormais 84,2 Mds USD, portée par le versement des soutiens budgétaires des bailleurs multilatéraux (FMI, Banque Mondiale, BAsD), alors que la dette externe privée continue de refluer (-1,5 Md USD en un an). Les remboursements excèdent les nouveaux emprunts du fait d'une faible demande (dévaluation du taka et baisse des investissements) mais aussi d'un recul de l'offre (dégradation de la notation souveraine, enjeux croissants de stabilité du secteur bancaire). A noter néanmoins que début 2025, la dette privée de court terme se redresse légèrement, atteignant 10,2 Mds USD en février contre 9,8 Mds USD, après huit mois de baisse continue.

Bhoutan

Le centre de minage de Bitcoin de 500 MW de Bitdeer sera pleinement opérationnel en 2026

La société Bitdeer, entreprise de droit singapourien cotée au Nasdaq, a lancé les opérations de son deuxième plus grand centre de données d'extraction de Bitcoin, le Bitdeer Jigmeling Private Limited de 500 MW à Sarpang, dont la mise en service complète est prévue pour le début de l'année 2026. Une fois pleinement opérationnelle, cette mine pourra produire entre neuf et dix bitcoins par jour, au prix d'environ 81 600 USD par bitcoin sur le Nasdaq, à la date du 15 avril.

Domiciliée à Singapour, l'entreprise collabore avec la holding d'État Druk Holding and Investments Limited (DHI) dans les activités de minage de bitcoin au Bhoutan, ces activités étant développées par Bitdeer mais financées par DHI. Selon Bitdeer et DHI, le centre de données reposera principalement sur l'excédent d'hydroélectricité tout en envisageant l'intégration de l'énergie solaire, ce qui réduirait la dépendance aux fluctuations saisonnières de l'hydroélectricité. Le partenariat prévoit la construction d'un total de 600 MW de mines de Bitcoin au Bhoutan, le premier projet, Gedu, ayant été finalisé à la mi-2023 avec une capacité de 100 MW.

Pour mémoire, ce partenariat entre DHI et Bitdeer a marqué le début des activités de minage de Bitcoin en 2023. Par ailleurs, le minage de Bitcoin a entraîné une demande accrue en électricité, détournant ainsi une partie du volume de production destiné à l'exportation, notamment vers l'Inde, vers un usage domestique. Le lancement de ces activités a également entraîné une réduction des réserves de change du pays, mobilisées pour financer l'importation des équipements nécessaires.

En février, l'Inde enregistre sa plus faible croissance industrielle en six mois

D'après les données publiées par le ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes (MoSPI), la production industrielle indienne – mesurée par l'indice de la production industrielle (IIP) – a connu en février sa plus faible progression depuis six mois, avec une hausse limitée à 2,9 %. Ce chiffre est nettement inférieur aux prévisions, qui tablaient sur une croissance de 4 %, et en recul par rapport aux 5,2 % enregistrés en janvier, ainsi qu'aux 5,6 % observés en février 2024.

Ce ralentissement s'explique principalement par un effet de base défavorable, mais aussi par un essoufflement de l'activité dans les trois principales composantes de l'indice. La production d'électricité n'a progressé que de 3,6 %, contre 7,6 % un an plus tôt. L'activité minière affiche une hausse modérée de 1,6 %, bien en deçà des 8,1 % enregistrés en février de l'année précédente. Quant au secteur manufacturier, il enregistre une croissance de 2,9 %, contre 4,9 % un an auparavant.

Parmi les différentes catégories de biens, seuls les biens d'équipement ont affiché une performance notable, avec une croissance de 8,2 %, contre 1,7 % à la même période l'an dernier. À l'inverse, la production de biens intermédiaires n'a progressé que de 1,5 %, tandis que celle des biens de consommation non durables poursuit sa baisse, bien que moins marquée, à -2,1 %, contre -3,2 % un an plus tôt.

Sur la période allant d'avril à février, la production industrielle globale affiche une hausse de 4,1 %, en recul par rapport aux 6 % enregistrés sur la même période de l'exercice précédent, témoignant ainsi d'un recul du dynamisme industriel en Inde sur la période sous revue.

L'indice des prix à la consommation s'établit à 3,3% en mars 2025, un plus bas depuis six ans

Selon les données officielles, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Inde a reculé à 3,34 % en glissement annuel au mois de mars, contre 3,61 % en février et 4,85 % à la même période en 2024. Pour l'exercice budgétaire 2024-25, l'inflation s'est établie à 4,6 %, en baisse par rapport aux 5,4 % enregistrés en 2023-24, tandis que les prévisions pour 2025-26 tablent sur un taux de 4 %.

Ce niveau représente le taux d'inflation le plus bas observé depuis août 2019, et marque le deuxième mois consécutif où l'inflation demeure sous l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale indienne (RBI). Cette tendance est principalement attribuable à la baisse des prix des denrées alimentaires, combinée à un effet de base favorable, un facteur susceptible de prolonger cette dynamique désinflationniste au cours des trois à quatre prochains mois.

Dans le détail, l'inflation rurale est tombée à 3,25 % en mars, contre 3,79 % en février, tandis que l'inflation urbaine s'est établie à 3,43 %, en légère hausse par rapport aux 3,32 % du mois précédent. L'inflation alimentaire a fortement reculé à 2,69 % en mars, après 3,75 % en février, et 8,52 % en mars 2024. Parmi les produits ayant enregistré les hausses les plus marquées lors du mois de mars, figurent l'huile de coco, les noix de coco, l'or, l'argent et les raisins.

Par ailleurs, les prix de gros ont enregistré en mars leur plus faible progression depuis six mois, avec une hausse limitée à 2,05 %. Les prix des carburants ont progressé de 1,5 %, après une baisse de 1,33 % le mois précédent.

Cette accalmie intervient dans le sillage de la décision du Comité de politique monétaire (CPM) de la RBI de réduire son taux directeur de 25 points de base, le ramenant à 6 %. Les analystes anticipent d'ailleurs de nouvelles baisses de taux au cours de l'année, susceptibles de ramener le taux repo à 5,50 % d'ici août 2025.

Enfin, parmi les 36 États et territoires de l'Union, le Kerala a enregistré le taux d'inflation le plus élevé (6,6 %), suivi du Karnataka (4,4 %), du Chhattisgarh (4,3 %), du Jammu-et-Cachemire (4 %) et du Maharashtra (3,9 %).

État des lieux du commerce extérieur de l'Inde – mars et exercice 2024-25

En mars 2025, le déficit commercial de l'Inde s'est nettement creusé pour atteindre 21,55 Mds USD, bien au-delà des prévisions des économistes qui anticipaient 16 Mds USD. Sur la période, les exportations de marchandises ont progressé de seulement 0,7 % en glissement annuel, à 41,97 Mds USD, tandis que les importations ont bondi de 11,3 %, atteignant 63,51 Mds USD. Cette forte hausse des importations a mécaniquement creusé le déficit commercial mensuel.

Les importations ont été principalement tirées par les achats de pétrole qui ont atteint 19 Mds USD, soit leur plus haut niveau depuis mai 2024. Les achats d'or ont également augmenté, passant de 2,3 Mds USD en février à 4,4 Mds USD en mars.

Sur l'ensemble de l'exercice 2024-25 (avril à mars), les exportations de marchandises se sont élevées à 437,42 Mds USD, enregistrant une progression marginale de 0,08 % par rapport à l'année précédente. En y ajoutant les exportations de services, estimées à 383,51 Mds USD (+12 % en g.a.), les exportations totales de biens et services de l'Inde atteignent un niveau record de 820,93 Mds USD soit une croissance de +5,5 % en g.a.

Du côté des importations, celles-ci s'élèvent à 720,2 Mds USD, en hausse de 6 % par rapport aux 678,2 Mds USD de l'exercice 2023-24. Le déficit commercial global s'élargit donc à 282,82 Mds USD, contre 241,14 Mds USD un an plus tôt, soit une augmentation de +17,2 % en glissement annuel.

Les États-Unis conservent leur statut de premier marché d'exportation de l'Inde pour la quatrième année consécutive, avec un commerce bilatéral atteignant 131,84 Mds USD, et 191 Mds USD en y intégrant les services. Les exportations indiennes vers les États-Unis ont progressé de 11,6 % pour atteindre 86,51 Mds USD, contre 77,52 Mds USD en FY24. Les importations depuis les États-Unis s'élèvent à 45,33 Mds USD, générant ainsi un excédent commercial en faveur de l'Inde de 41,18 Mds USD, en hausse par rapport aux 35,32 Mds USD de l'année précédente. Pour rappel, l'Inde et les États-Unis ont entamé des discussions en vue d'un accord commercial bilatéral (BTA) qui vise un montant d'échanges de 500 Mds USD à horizon 2030, ainsi qu'une correction de l'excédent bilatéral en faveur de l'Inde, notamment par l'augmentation des importations d'énergie. Les négociations ont débuté virtuellement cette semaine, et devraient se poursuivre par des rencontres en personne prévues pour la mi-mai.

En revanche, le déficit commercial avec la Chine atteint un niveau record de près de 100 Mds USD sur la période avril-mars 2025, en hausse de 17 % par rapport aux 85,07 Mds USD enregistrés en FY24. Les importations en provenance de Chine s'élèvent à 113,45 Mds USD (+11,52 %), tandis que les exportations indiennes vers la Chine sont en repli. Cela reflète une

dépendance croissante vis-à-vis de la Chine, malgré les politiques gouvernementales visant à renforcer la production nationale (initiatives Make in India, Production-Linked Incentive Scheme, etc.) et dont les résultats restent en demi-teinte.

La Chine reste ainsi le deuxième partenaire commercial de l'Inde avec un commerce bilatéral de 127,7 Mds USD, devant les Émirats arabes unis qui se classent en troisième position avec 100,5 Mds USD d'échanges.

Népal

Indicateurs macroéconomiques des huit premiers mois de l'exercice 2024/25

A la mi-mars 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 3,75%, en légère diminution par rapport aux 4,82% relevés à la même période l'année précédente. Le mois antérieur affichait un IPC de 4,16%. Ce recul de l'inflation s'explique par un ralentissement de la hausse des prix des denrées alimentaires, dont l'IPC s'établit à 3,34% en mars, contre 5,95% l'an passé et 4,95% le mois précédent. Néanmoins, des disparités subsistent entre les zones rurales et urbaines, avec un IPC de 4,18% en zone rurale, face à 3,60% en zone urbaine.

Les transferts de fonds de la diaspora népalaise progressent de 6,9% en glissement annuel pour atteindre 7,74 Mds USD. Les réserves de change suivent cette tendance avec une augmentation de 13,1%, se chiffrant à 17,27 Mds USD à la mi-mars, contre 15,27 Mds USD au début de l'exercice, à la mi-juillet 2024.

La roupie népalaise se déprécie face au dollar américain, enregistrant une baisse de 4,22 % par rapport aux huit premiers mois de l'exercice précédent.

Les bénéfices nets des banques commerciales ont progressé de 2,8% durant les huit premiers mois de l'exercice en cours

Malgré un excès de liquidités, les vingt banques commerciales du Népal ont vu leur profit progresser de 2,8% sur la période. D'après la Nepal Rastra Bank, elles ont réalisé des bénéfices cumulés de 317,4 MUSD entre mi-juillet 2024 et mi-mars 2025, contre 308,8 MUSD pour la même période de l'année précédente.

Pakistan

Fitch Ratings relève la note de crédit souveraine du Pakistan à « B- » avec des perspectives stables

L'agence de notation fait reposer cette appréciation sur : (i) la confiance croissante dans la capacité du Pakistan à s'inscrire dans les grandes lignes du programme de la Facilité élargie de crédit du FMI ; (ii) la réduction du déficit budgétaire qui repose sur l'élargissement des assiettes fiscales et sur l'établissement de contrôles budgétaires plus stricts sur les dépenses ; (iii) la crédibilité de la coalition gouvernementale constituée en mars 2024 dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

Fitch considère que les premiers résultats du gouvernement sont bien orientés : le déficit budgétaire devrait être ramené à 6 % du PIB au cours de l'exercice 2025 qui se termine le 30 juin, et à 5 % en 2025 (contre près de 7 % au cours de l'exercice 2024). Sur l'exercice 2025, Fitch s'attend à ce que l'excédent primaire atteigne plus de 2 % du PIB (contre 1% pour l'exercice 2024). Fitch considère que la dette publique devrait atteindre 67 % du PIB au 30 juin 2025, contre 75 % pour l'exercice budgétaire 2024 et que la tendance à la baisse progressive devrait se poursuivre. Fitch considère que la croissance du PIB devrait s'élever à 3 % au cours de l'année budgétaire en cours.

Après avoir dépassé 20 % pendant les exercices 2023 et 2024, le taux d'inflation pour l'exercice 2025 devrait s'établir à 5 %, avant de remonter à 8 % en 2025/2026. Pour Fitch, les recettes fiscales liées aux importations devraient être plus faibles que lors de l'exercice précédent, mais cette baisse devrait être amortie par la réduction des dépenses et l'augmentation de la perception des impôts au niveau provincial.

Fitch Ratings relève plusieurs points de vigilance (notamment liés à la dégradation de la situation internationale) concernant l'évolution de l'économie pakistanaise

La charge de la dette (59% du PLF voté pour l'année budgétaire 2024-2025) doit être réduite ;

- Le soutien financier multilatéral et bilatéral reste essentiel, or on assiste à une remise en question au moins partielle de l'architecture actuelle : or, a priori, 8 Mds USD au titre de la dette extérieure échoient au cours de l'exercice 2025 et 9 Mds USD seront à rembourser pendant l'exercice 26 ;
- La dynamique positive de la balance courante qui s'élève à 700 M USD au cours des huit premiers mois de l'année budgétaire en cours pourrait être fragilisée par le contexte commercial incertain ;
- Dans la mesure où le Pakistan reste tributaire des financements provenant des Etats et des banques privées du Golfe, le pays n'est pas à l'abri de turbulences financières qui toucheraient les Etats du Golfe persique en contrecoup des conflits situés au Proche-Orient.

Les transferts de fonds des émigrés pakistanais ont augmenté en mars de 37 % en g.a.

Les transferts de fonds des émigrés pakistanais ont atteint un niveau record de 4,1 Mds USD en mars 2025. Cette hausse a dépassé le record précédent de 3,2 Mds USD constaté en mai 2024. Cette augmentation très importante s'inscrit dans la tendance observée au cours des derniers mois qui permet au pays de bénéficier des meilleurs niveaux de transferts de fonds au cours de la décennie écoulée. On notera toutefois que ce haut niveau de transferts s'explique également par des facteurs saisonniers liés au versement de l'aumône (« zakat ») de la fin du Ramadan.

Le manque à gagner lié à la suspension des programmes de l'US AID (le « US AID gap ») peut-il être remplacé par des structures de financement public-privé ?

La suspension des opérations d'US AID au Pakistan laisse un manque à gagner de 40 M USD dans le financement du développement du Pakistan notamment dans les programmes concernant la nutrition et la santé pour l'année budgétaire 2025.

Dans les réunions de travail sur l'aide effectuées à la Division des Affaires Economiques, la partie britannique (Foreign, Commonwealth & Development Office - FCDO) considère que le développement au Pakistan pourrait davantage intégrer le privé pour les projets rentables que ce n'était le cas auparavant, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'électricité. A cet égard, il est intéressant d'indiquer que le FCDO a mis en place au Pakistan en décembre 2024 un don de 70 M GBP qui est mis en commun avec des financements provenant de la Société financière internationale (SFI) pour servir de fonds d'amorçage au financement de projets de développement portant sur la transition énergétique.

Le PNUD indique que l'intégration des grandes institutions caritatives, comme la Bill & Melinda Gates Foundation ou la Bezos Foundation, dans l'aide économique, constitue une piste à approfondir. Ces fondations pourraient se substituer en partie au financement de projets de l'US AID dans les secteurs de la santé et de la nutrition ainsi que dans celui de l'eau.

La Société financière internationale (SFI) pourrait participer au capital des sociétés de distribution de l'électricité et faciliter une solution de type PPP dans le transport électrique

M. Pankaj Gupta, directeur régional des infrastructures à la Banque mondiale et une mission *ad hoc* de la Société financière internationale (SFI) ont eu cette semaine des réunions avec le ministre des Finances et le ministre de l'Energie. Les discussions ont porté sur les réformes en cours dans le transport et la distribution d'électricité au Pakistan. Des décisions difficiles visant la privatisation des DISCO (sociétés de distribution d'électricité) étaient nécessaires. En revanche, les difficultés à privatiser immédiatement la « National Transmission and Dispatch Company » (NTDC) laissent le champ ouvert à des partenariats public-privé (PPP) avec la coopération financière de la SFI et le conseil de la Banque mondiale. A cet égard, un plan de partenariat à long terme Banque mondiale-SFI avec la NTDC devrait être prochainement proposé pour améliorer les performances de la société publique.

Débats sur le PLF 2025/2026 à l'Assemblée nationale

Quelques éléments concernant les débats à l'Assemblée nationale à propos du PLF sont consignés dans la presse :

Au niveau des dépenses, le budget de la Défense devrait être porté à 2 281 Mds PKR (8 Mds USD), en augmentation de 159 Mds PKR, en hausse de 7,49 % par rapport au budget 2024/2025.

Au niveau des revenus, le gouvernement prévoit de porter la TVA de 12 à 18% sur un large éventail d'aliments et de boissons, dont les boissons gazeuses, les produits laitiers, la viande, les produits de boulangerie et les produits surgelés.

Premiers éléments du FMI sur la gouvernance (dont la corruption) au Pakistan

Le FMI a mis en évidence les principaux problèmes de gouvernance au Pakistan, notamment la politisation de la fonction publique, la faiblesse des mécanismes d'obligation de rendre compte (« accountability ») et le manque de cohérence des politiques anticorruption, qui augmentent le risque de corruption. Ce contexte a permis au « Public Accounts Committee (PAC) » qui s'est tenu cette semaine dans le cadre de l'examen *a posteriori* des dépenses de l'année budgétaire 2023/ 2024 d'être beaucoup plus sévère cette année qu'au cours des années précédentes : des affaires de mauvaise gestion dans la construction de barrages et de corruption pourraient être jugées au pénal. Les premiers éléments rendus publics par le FMI évoquent d'emblée la nécessité de mettre en place des réformes systémiques en matière de gouvernance. Un rapport complet sur la gouvernance est attendu en août 2025.

Sri Lanka

Le FMI conclut sa mission dans le cadre de la Quatrième revue du programme en cours

Les représentants du FMI (dont le nouveau chef de mission principal pour le Sri Lanka, Evan Papageorgiou) ont eu une série d'entretiens avec des responsables du ministère des Finances, de la Banque centrale et de plusieurs autres institutions gouvernementales. Cette mission, très rapprochée de la précédente qui avait dû être reportée en raison des élections au Sri Lanka, a relevé que le processus de réforme se poursuivait, même si la tarification de l'électricité restait un sujet qui devait faire l'objet d'un suivi attentif (la compagnie nationale d'électricité, CEB, a enregistré des pertes de 38 M USD sur le seul mois de février 2025) et que le pays était fortement exposé à l'évolution de l'environnement extérieur, dont la politique commerciale américaine, ce qui alimentait les incertitudes en matière de croissance. Les discussions se poursuivront aux Assemblées de printemps du Fonds qui auront lieu du 21 au 26 avril à Washington. À leur issue, un accord au niveau des services du FMI devrait être conclu et soumis au Conseil d'administration avant le décaissement de la 5e tranche de prêt (335 M USD).

Le Sri Lanka à l'épreuve de l'évolution des politiques commerciales américaine et européenne

Les réactions se poursuivent à l'imposition le 9 avril par les Etats-Unis d'un tarif douanier particulièrement élevé pour le Sri Lanka (44%), dont l'application a été reportée de 90 jours. Le Président, également ministre des Finances, a organisé plusieurs réunions et adressé un courrier au Président américain soulignant la fragilité de son pays et proposant une amélioration de l'environnement des affaires et le lancement de discussions en vue d'adopter des mesures permettant de réduire le déficit commercial des Etats-Unis à l'égard du Sri Lanka (2,6 Mds USD en 2024 sur des échanges commerciaux bilatéraux totaux de 3,4 Mds USD). Par ailleurs, dans le cadre du SPG+, qui permet au Sri Lanka d'accéder à taux nul au marché européen pour de

nombreux produits, le pays recevra en mai une mission de suivi. Le renouvellement de ce mécanisme, en vigueur au sein de l'UE jusqu'en 2027, et ses modalités constituent également un défi pour le Sri Lanka.

Amélioration de la situation des banques en 2024

Les créances douteuses du secteur bancaire se sont repliées à 12,3% de l'encours de prêts fin 2024, à comparer au record de 13,9% enregistré fin septembre 2023 et à 12,8% fin 2023. Les bénéfices nets des banques ont progressé de 66,9% entre 2023 et 2024, passant de 193 Mds LKR (595 MUSD) à 322 Mds LKR (1 097 MUSD).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr